

Un concept ouvert sur l'avenir : REGIONS ET LANGUES MINORITAIRES Ou la continuité du culturel au politique

On peut assez exactement appliquer au mot révolution l'une des définitions qu'en donnait Littré : « *D'une façon abstraite, la révolution, système d'opinions composées d'hostilité au passé et de recherche d'un nouvel avenir, par opposition au système conservateur.* » La révolution, dans une acception plus générale, c'est l'Etat de ce qui se meut sur une orbite plus ou moins circulaire, voire de ce qui s'enroule. Il y a là l'idée d'une évolution qui peut dans certains cas occasionner un retour au point de départ et c'est en ce sens qu'on a pu parler de révolution conservatrice en Allemagne, dans les années 30 du XXème siècle. Nous vivons, au moment du passage au XXIème siècle, très exactement une révolution conservatrice. C'est une révolution parce que les conditions d'existence, le tissu social sont en rapide transformation, sans qu'il soit prévisible de faire une pause et encore moins de revenir en arrière. Elle est conservatrice car la domination sans conteste du capitalisme nous enfonce encore plus dans les travers dogmatiques du passé, rejoignant les conditions de la pire exploitation. Nous avons vécu des décennies d'idéologies de guerre, d'affrontement radical entre deux systèmes dits « sociaux » qui s'opposaient sur le principe. L'un des deux, le moins évolué dans l'art du faux-semblant, s'est écroulé subitement. L'autre est en manque d'opposition et s' imagine être le grand vainqueur, capable d'échapper à toute comparaison, à tout contrôle. Ce faisant, ce système néo-libéral triomphateur n'en a que plus tendance à édicter des dogmes qui reposent sur une infaillibilité décrétée un peu à la légère, marchant en cela sur les traces de son rival malheureux.

Ainsi, cette révolution conservatrice présente une caractéristique syllogistique étrange. Elle travaille à restaurer le pire des passés sur le plan de l'exploitation des peuples, de l'accroissement inquiétant des inégalités dans tous les domaines, de la négation de la dignité humaine, elle accroît dans des proportions effrayantes le danger environnemental. Et, en même temps, elle sait se parer des plumes du progressisme en faisant miroiter à son crédit tout ce que l'avancée technologique a de plus clinquant. Ainsi, le discours dominant, s'auréolant d'autorité d'un unanimité qu'il serait malvenu de discuter, ce sont ceux qui s'opposent à la régression qui sont accusés d'archaïsme, de conservatisme. Ce phénomène, justement appelé « pensée unique », est d'autant efficace à court terme qu'en fait personne n'a la possibilité de définir à priori un cadre d'organisation pour les sociétés de demain, celles qui auront surmonté la crise, à moins de demeurer au fond de l'ornière du déjà vu, du connu failli. Cela, il n'est pas dans la nature humaine de l'admettre aisément ; en quête de sécurité d'autant plus que la société est en crise, l'individu ne réussit pas à se dégager des schémas bien connus et, au contraire, tend souvent à s'y référer comme à des invariants. De ce point de vue de l'évolution culturelle, il y a un travail énorme à accomplir, d'autant qu'il ne s'agit pas de montrer une voie, mais de faire admettre à des sociétés trop souvent sclérosées par la représentation et l'assistance, que l'avenir peut se forger au jour le jour, pour peu que l'on ait le souci d'analyser le sens du changement qui s'opère sous nos yeux dans l'intérêt de l'humanité plutôt que de l'accumulation capitaliste. Il faut pour cela admettre comme une réalité le fait de pouvoir se tromper, d'avoir à se remettre en cause à tout moment. C'est un fait que cela n'a pas de rapport avec la quiétude psychique...

Souverainistes de tout le pays...

En France, les adversaires les plus acharnés des idées de progrès, sont les réactionnaires souverainistes, parmi lesquels des fascistes, et des républicains attachés-aux-principes-de-1789 et symptomatiquement des gens dits d'extrême-gauche accoutumés à des modes de pensée rigidifiés inspirés de la guerre psychologique du capitalisme avec le stalinisme. Cela constitue une ligne de fracture qui traverse en diagonale la traditionnelle bipolarisation du paysage politique, ce qui est déjà une notable nouveauté et qui devrait en soi inciter à une certaine pondération. Passons sur les alliances circonstanciées, vaguement monstrueuses, du type Pasqua-De Villiers, dont le but essentiel est de jeter une passerelle entre la droite dite classique et les orphelins du fascisme monolithique. Il est par contre beaucoup plus triste de se réveiller un beau matin en ennemis de ceux que l'on considère comme ses amis objectifs au sens où ils sont, en général de bonne foi, pour le progrès de l'humanité, pour la dignité humaine. Les réactions quelquefois violentes, comme caractérielles, que suscite ce genre de discussion, est le fait de ceux qui argumentent en s'en tenant plus ou moins à une analyse de textes, au travers du filtre « Révolution de 89, République une et indivisible », quelquefois « rôle dirigeant de la classe ouvrière », ce qui ne laisse hélas aucune place à la triste réalité de notre quotidien, et n'aide pas à pondérer des conclusions qui se veulent bien senties, catégoriques (au moins, c'est psychologiquement confortable). Examinons donc les thèmes essentiels de ce qui gravite autour ou dans ces milieux intransigeants, les Cercles républicains, sans oublier la Libre Pensée.

Service public : qui est le public ?

Anicet Le Pors déclarait dernièrement : *« Pour moi une des valeurs cardinales permettant de constituer la citoyenneté réside dans la notion d'intérêt général. En France on considère qu'il ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers et on a développé une théorie du service public. Nous sommes les seuls à avoir fait cela en Europe ce qui pose un problème dans le cadre de la construction européenne. »* On trouve là tout de suite cette notion de nation pilote, placée au-dessus des individus, des dits « citoyens » qui la composent. C'est une sorte de sacralisation dont on veut espérer qu'elle est plus le fait de l'état de guerre qui a présidé à sa naissance que d'une symbolique chrétienne, mais quelle différence à la fin ? Certes, en 1789, les adversaires de la Révolution étaient nombreux et puissants. Est-ce une raison pour refuser d'admettre que le symbole est devenu mythe ? Aujourd'hui, qu'est donc l'intérêt général s'il se définit à priori des intérêts particuliers ? Il ne peut certes pas se réduire à la somme des intérêts particuliers, mais si dans la définition aucun compte n'est tenu de ces derniers, il est alors évident que son intérêt est dicté au « citoyen », qui ne compte pas. C'est très exactement la situation que nous vivons. Faut-il, au nom des grands principes, s'en accommoder ?

Trois inconvénients et dérives graves. En premier lieu, on devrait ne point remettre en question la situation actuelle, sous peine de porter atteinte aux « avantages acquis ». En second lieu, certains démocrates partisans du libéralisme économique, probablement inquiets des conséquences désastreuses de celui-ci sur les sociétés, prônent un renforcement du rôle des Etats. Cela conduit à conforter l'effet coercitif vis à vis de la contestation en même temps que l'assistance liberticide. On peut en effet toujours demander un renforcement de l'assistance aux personnes que le libéralisme prive de leur dignité humaine (chômeurs, sans abri,...), voire en invoquant une chimérique politique de retour au plein emploi : cela ne constitue pas une alternative sociale et ne fait qu'aggraver les inégalités de fait. On parle volontiers de sécurité, mais il ne s'agit jamais de la sécurité salariale, sociale, médicale, éducative, mais toujours de la sécurité physique. Là aussi il y a un cercle vicieux qui conduit à toujours plus de répression et il est urgent d'imaginer autre chose. Enfin, si le service public d'Etat n'existe plus, la société semble incapable de concevoir un service public autre. Cela signifie explicitement qu'en dehors de la France tout va très mal, au point que si vous

envoyez une lettre dans un autre pays d'Europe, elle n'arrivera jamais, que si vous voulez vous rendre ailleurs en Europe par le train, c'est impossible, puisqu'il n'y a pas continuité de service.

Un service public est indispensable, c'est une évidence au sens où il faut bien qu'il y ait des gens dont la mission est de rendre ces services d'intérêt général au profit de la grande majorité qui n'a pas l'opportunité de vivre en autarcie individuelle, surtout en cette époque de « communication ». Pourquoi limiter cette notion à un territoire ? Le problème le plus grave touchant au service public est commun à l'ensemble de la vie sociale : l'éloignement des centres de décision en font soit une administration capable in fine de se suffire à elle-même sans avoir besoin de remplir son rôle social, soit un ensemble dont la cohérence est détruite peu à peu au prétexte insensé de la rentabilité. On en arrive ainsi à ce qui se passe aujourd'hui : le service public ne remplit plus son rôle et, c'est le résultat recherché, le « citoyen » qui n'a rien à en dire doit se payer des services privés chers et pas forcément plus fiables. Il y a donc bien à la fois nécessité et crise aiguë du service public. C'est un comble d'affirmer cependant qu'il fonctionne de manière satisfaisante et qu'il est « une valeur cardinale » de la République, à moins de ne point vouloir se dégager du mythe.

L'égalité des pions qui forment la société

De l'étincelante devise de la République, « égalité » est le seul des trois mots qui fasse l'objet de joutes idéologiques. La fraternité est là comme pour faire bien dans le paysage, les soirs d'ivresse républicaine ; quand à la liberté, de toute façon, la France est le pays de la liberté, cela va de soi. On n'en parlera donc pas, pas même du système judiciaire inquisitorial qui, quoi qu'on en veuille dire, fonctionne sur le principe de la présomption de culpabilité. Parlons donc d'égalité. Il est difficile de ne point remarquer que ce principe aboutit à peu près inmanquablement à une privation de liberté. L'égalité, c'est ce qui empêche d'adapter l'enseignement aux besoins des enseignés : la même méthode pour tous et que les meilleurs surnagent. En notre époque d'inégalités sociales aggravées à la base, c'est une attitude génocidaire et tellement perçue comme naturelle que, dans les cas très graves où il est indispensable de faire autre chose, sous peine de renoncer totalement à la socialisation, on doit invoquer un principe de « discrimination positive ». On est enfermé dans le carcan de l'arbitraire étatique, pas tellement plus souple que l'arbitraire clérical. Dans le même état d'esprit, le francilien étant constitutivement monolingue, les bilingues de la République sont sommés de se couper la moitié de la langue, de s'arracher la moitié de leur culture. C'est toujours autant de pris au bénéfice du colonialisme intérieur. Peut-on aujourd'hui encore opposer ces antiennes à l'évolution sociale incontournable, dans des espaces de plus en plus ouverts où l'avenir appartient manifestement aux polyglottes ? Est-ce que parler une langue empêche en fait d'en parler d'autres ? Manifestement, en France, oui. Le principe d'égalité qui est de fait intimement lié à celui d'indifférenciation, de monotonie, est le prétexte avancé pour bloquer un grand nombre d'évolutions qui arrivent pourtant à leur heure et paraissent plus que souhaitables.

Laïcité ?

La laïcité est, paraît-il, la garantie des libertés. Là encore il y a loin du mythe à la réalité. Les luttes, motivées, qui se sont poursuivies depuis la révolution, pour arracher le contrôle de l'enseignement des mains de l'Eglise catholique, ont elles aussi délimité une sorte de domaine sacré. La laïcité a été un rude combat qui a été abandonné en route. Raison de plus pour ne pas poser en principe intangible un monopole d'Etat de l'enseignement, aujourd'hui où ce dont il est question, c'est d'un enseignement associatif plus soucieux de culture et de citoyenneté, plus adaptatif que la lourde machine d'Etat. Cette dernière est engluée dans son administration outrancièrement centralisée alors que le premier fonctionne au plus près de ses usagers, de leur contrôle actif. L'enseignement est une mission sociale, il doit émaner de la société réelle et non pas être une machine d'enbriguement dans les vues du pouvoir. Parce qu'il se base sur l'ouverture

intellectuelle indiscutable que procure le bilinguisme précoce, on assimile volontiers l'enseignement associatif à l'enseignement confessionnel pour en faire l'ennemi de la République. Il y a là encore une attitude régressive, anticulturelle, dont les défenseurs les plus acharnés sont tout simplement des intégristes. Il n'est pas question de défendre l'innocuité de l'irrationnel d'ordre religieux, mais pas non plus question d'admettre le diktat administratif. Il serait pourtant souhaitable de ne point dresser une barricade laïque devant le progrès. Aujourd'hui, bien que l'on puisse avec raison refuser de s'en faire un allié, le religieux n'est pas l'ennemi le plus dangereux. D'un côté, tant que l'on ne travaillera pas de façon concrète à enrayer la décomposition sociale, donc l'ultra-libéralisme économique, le besoin de merveilleux sera impérieux et il est ainsi irréaliste d'espérer observer un affaiblissement de l'attrait qu'exercent les mythes religieux, ce qui signifie concrètement qu'on ne peut pas les ignorer purement et simplement. Ils font partie de nos cultures et, de plus, nous sommes au contraire dans une période de développement des sectes que le sectarisme laïque n'impressionne pas. Le problème est multiforme et ne peut s'accommoder d'oukases. Ce domaine de la laïcité est probablement celui où l'on peut le plus clairement mesurer l'évolution des idées. Les oppositions systématiques, les étiquetages sauvages, ne produisent que des blocages alors que nous vivons une période où chacun devrait être amené à intégrer la complexité de la situation et en tirer les conséquences sans chercher à avoir raison coûte que coûte.

Territorialité, monolinguisme, uniformité

Un certain nombre d'autres idées reçues sont généralement invoquées au titre du renforcement du dogme. La république une et indivisible est un concept dont on comprend fort bien qu'il ait été exprimé il y a deux siècles, à un moment où l'Etat, se voulant monolithique bien que constitué de peuples divers, attaqué de toutes parts, défendait bec et ongles son intégralité, sa souveraineté de type colonial, héritée de l'absolutisme. C'est un concept de guerre qui sert encore aujourd'hui à tirer sur tout ce qui bouge. Cette idée est associée à une notion d'intemporalité de l'Etat-nation dont on pourrait croire qu'il existe depuis toujours et que c'est de toute façon un concept insurpassable. C'est un peu vite oublier que les Etats-nations sont eux-mêmes une machine de guerre, économique celle-là, inventée pour le capitalisme d'Etat et qui a perdu sa cohérence quand le monopole d'Etat s'est évanoui. On le voit d'ailleurs bien : une notion d'enfermement dans un espace intangible de « frontières naturelles » (! !) lui est étroitement attachée. Et on voudrait nous faire prendre cela pour un idéal social, donc culturel, humain, en même temps d'ailleurs qu'on nous vante la mondialisation. Mettre en cause cette notion, ce serait ni plus ni moins qu'œuvrer à la balkanisation de la France. Il est particulièrement triste de se voir infliger des leçons de cet ordre. En effet, il est ainsi admis que l'intérêt national français s'oppose aux intérêts des citoyens, dont on est en droit de se demander ce qu'ils deviennent alors, si ce n'est comme aujourd'hui précisément, les jouets d'un pouvoir centralisé qui s'est placé hors de tout contrôle réel. Ce raisonnement appliqué au plurilinguisme ne fonctionne qu'à partir de l'a priori de la diversité comme cause systématique de conflit. Or, cette assertion n'est vraie que dans le cadre fermé du monolinguisme français. On peut également s'interroger sur la façon dont fonctionnaient les autres Etats, l'Allemagne par exemple, qui sont fédéraux et plurilingues. Cet exemple de l'Allemagne n'est pas choisi au hasard : on sait qu'au sortir de la seconde guerre mondiale, les Alliés, Etats-Unis fédérés en tête, lui ont imposé une constitution fédérale dans l'espoir de freiner son dynamisme, ce qui pourrait éventuellement la dissuader de tenter une revanche expansionniste. Pour ce qui est de freiner le dynamisme, le demi-siècle qui s'achève depuis cette mesure géniale dispense de tout commentaire superflu. On a ainsi au moins un exemple de l'efficacité du fédéralisme au niveau des régions, même dans le contexte du libéralisme économique... Enfin, agiter l'épouvantail des Balkans est pour le moins déplacé si l'on veut bien se rappeler l'histoire récente qui nous enseigne sans équivoque que la « balkanisation » est la conséquence directe de l'insondable mépris des puissances capitalistes vis à vis des minorités ravalées au rang de pions. Il s'agit toujours du conflit des pouvoirs contre les peuples.

Parler aujourd'hui de la « grandeur de la France » c'est exprimer un orgueil démesuré, délétère, d'autant qu'il ne se fonde sur aucune réalité objective. C'est faire preuve d'un pitoyable enfermement hexagonal. Dans cette optique, parler de « région » apparaît comme un blasphème puisqu'il n'y a qu'un centre du monde cerné d'une uniforme « province » grisâtre. Si ce n'est pas de l'intégrisme, ça y ressemble tellement qu'on devra ne pas hésiter à absoudre ceux qui s'y tromperaient. Il y a là une telle charge d'intolérance que ça en amène à récuser la notion même de tolérance. Certes, en termes de droit, on peut estimer qu'est toléré ce qui n'est « pas trop » interdit... Mais en termes de société, on voit bien que tolérer c'est affirmer une supériorité, c'est dire à l'autre qu'on est assez magnanime pour presque pardonner sa fautive imperfection. C'est somme toute s'accommoder de l'altérité pourvu qu'elle n'oblige pas à sortir de sa coquille. C'est précisément ce genre d'intolérance qui crée les conflits dont la France pourrait avantageusement faire l'économie.

La culture, et pourquoi la langue ?

Et par-dessus tout cela plane l'ombre inquiétante de la langue... Quelle langue, pourquoi la langue, pourquoi maintenant ? Le français est la langue de la république, c'est d'ailleurs l'article 2 de la Constitution qui l'affirme. La France et sa Constitution ayant toujours existé et cet article 2 étant rédigé ainsi depuis 1992, on tient bien là un dogme éternel. A l'époque on nous a expliqué, un instant avant de nous l'opposer, que cet article 2 avait pour unique but de lutter contre l'envahissement du français par l'anglais. Depuis, on a quelque peu oublié M. Toubon, mais on a dressé ce rempart contre la diversité linguistique interne.

Une langue, c'est le système de communication dans lequel une culture s'épanouit. Dans la langue passe la façon d'être, de s'exprimer, de réagir, de ce qu'on peut appeler une ethnie si on lie une communauté à sa culture propre, ce qui paraît assez naturel. Précaution hélas indispensable : définissons ce qu'on n'entend pas par culture. La culture, ce ne sont pas les « œuvres d'art » qui font l'objet d'un marché boursier, ce ne sont pas les grands festivals internationaux, ce ne sont pas les grandes scènes « nationales », etc... Ce n'est donc pas non plus l'activité des gens qui gagnent leur vie à se faire passer pour géniaux, ce qui dénote une dose certaine de crétinisme. La culture, c'est tout simplement, pour employer un concept à la mode, un code de « convivialité », la façon qu'ont de s'entendre entre eux, de vivre ensemble, les individus d'une société homogène. La France n'est pas une société homogène, c'est une mosaïque multiculturelle qui l'est restée malgré les considérables efforts déployés pour l'uniformiser. Il y a en effet la culture supérieure du centre du monde, sa langue, la plus belle du monde, ses manifestations inégalables, et puis un magma de populations provinciales mal dégrossies, qui n'ont en somme jamais abandonné leurs coutumes bizarres, leurs accents invraisemblables, leurs intérêts suspects. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir dépensé de l'énergie à vouloir leur inculquer ce que le monde compte de plus distingué. Quel gâchis ! Surtout aujourd'hui où les errements du passé ont produit des ethnies naturellement bi-culturelles. Finalement, il n'y a qu'une seule chose pour laquelle il semble qu'on ait réussi : en dépit de leurs accents et de leurs expressions non académiquement correctes, ils sont tous devenus monolingues. Voire...

La réussite dans l'uniformisation linguistique reste encore à prouver. Car là se fait jour la vraie nature de la culture, son aspect de régulateur et interprète des rapports quotidiens qui font la vie dans une sphère forcément limitée. Limitée, oui ! Nous y voilà donc ? Particularisme, enfermement, rejet de l'autre ? On peut toujours échanger avec un autre individu, même s'il arrive tout droit des antipodes : tant qu'il est question de notions convenues (nom d'aéroport, horaires d'embarquement, destination, numéro de terminal,...) on peut employer sans équivoque un anglais plus que basique. C'est pourquoi, tant qu'il y aura un capitalisme dominant pour imposer sa langue, on n'aura pas réellement besoin de l'espéranto. Dès que l'on veut exprimer des choses ténues ou intimes, c'est une autre affaire. A ce sujet, il semble bien que l'humour soit la chose du monde la plus mal partagée, car il fait référence à des impressions fugaces qui sont

précisément de l'ordre de l'expérience du quotidien partagé. Ainsi, combien d'incompréhensions entre sujets de l'Etat français, francophones, mais de cultures différentes... Car l'uniformité culturelle est irréalisable. Les gens ne voient pas les choses tout à fait de la même manière dans un quartier d'une ville et dans un autre, ne serait-ce que parce que leur cadre de vie est différent. Souvent, les mêmes mots ne signifient pas la même chose. La différence est engendrée par la vie, à l'inverse de l'uniformité de la mort. Ainsi, un individu vit dans un milieu culturel précis et limité. A partir de là se tissent des liens extensifs qui permettent d'élargir l'horizon, d'autant mieux que les individus sont « bien dans leur peau ». Ainsi, Paris ayant effectivement joué le rôle de creuset humain qu'on a tant vanté (quelle dose effrayante de colonialisme !), aux temps fastes de l'Etat-nation la majorité des sujets de l'Etat français s'est plus ou moins identifiée au modèle de miroir aux alouettes qu'on leur présentait. Le travail d'assimilation, d'uniformisation, d'identification, ne s'est pas fait sans mal : monolinguisme imposé d'autorité à l'école, dépréciation systématique du « provincialisme », des accents non centraux, de l'ignorance des derniers potins du village parisien, la République surhumaine, divine, le devoir et l'honneur de mourir comme un chien dans une tranchée pour le plus grand bénéfice de ses capitalistes, etc... Tout cela n'aura duré que ce que durent les roses au sablier de l'histoire.

En effet, bien que certains s'obstinent à le nier, le capitalisme a beaucoup évolué ces dernières décennies, sans nous demander notre avis et plutôt contre notre assentiment. Mais c'est un fait qu'il a induit une recomposition sociale extrêmement rapide. Sans entrer dans les détails d'une analyse sociologique très fine, tout le monde se rend bien compte de la désertification des espaces non urbanisés, de la quasi-disparition de la paysannerie par industrialisation de l'agro-alimentaire, de la raréfaction des concentrations ouvrières par fragmentation et sous-traitance, flux tendus, généralisés dans l'industrie, du dépérissement des concentrations urbaines (à l'exception de quelques mégapoles gigantesques) et de la dissémination de la « ville à la campagne », etc... Sans compter l'outil essentiel de cette mutation : informatisation, généralisation de la communication, Etats dépossédés de leur rôle politique par les diktats de la bourse mondiale qui est devenue un système interactif en temps réel. Bref, c'est la globalisation, le village planétaire.

Sans une idée claire de ce qu'est la culture, de l'indispensable cohérence qu'elle apporte à chacun d'entre nous dans sa vie quotidienne, on en est réduit à commettre de tragiques et hélas trop fréquentes erreurs d'analyse. La globalisation de l'économie transposée sans précautions à l'Homme provoque une sensation d'ouverture, de limites repoussées à l'infini, de bornes effacées, de grand large. Certes, Internet me permet d'échanger dans les cinq minutes qui viennent des informations avec un correspondant à l'autre bout du monde. Oui, mais à l'aide de quel signifiant, si ce n'est toujours l'anglais basique, et quelle information ? Pléthore n'est pas synonyme de qualité, mais au contraire de gaspillage. Certes, il existe de distingués spécialistes qui vont pouvoir décrire un meilleur des mondes à hurler de terreur, dans lequel, par la grâce des biotechnologies, l'humanité sera capable de performances surhumaines. En attendant, l'individu de cette fin de siècle y perd la tramontane.

Que faire donc pour se réorienter ? Comme tout le monde, tâtonner autour de soi, au plus proche, on n'a encore rien inventé de plus efficace ni de plus rassurant. Et que trouve-t-on ainsi autour de soi, si ce n'est justement sa culture au quotidien, le lien direct au milieu social sans lequel l'individu n'est pas ? Et là intervient un phénomène longtemps demeuré souterrain. Les langues dites « régionales » ou plus précisément « minoritaires », au bout d'un long purgatoire d'indignité, resurgissent naturellement. Non seulement elles n'étaient pas mortes, mais elles continuaient à alimenter l'inspiration de créateurs de qualité dont personne ne se souciait. Ceux-ci ne chantaient pas, n'écrivaient pas, etc... pour se faire reconnaître de « l'establishment » et gagner de l'argent, mais pour se faire plaisir, apaiser l'angoisse existentielle d'une personnalité mutilée. Tout à coup leurs langues honteuses sont devenues des repères précieux.

D'où l'exceptionnel malaise républicain français. C'est au moment où le français se fait tailler en pièces par l'anglais que resurgissent ces insupportables « patois ». Il y a dans cette attitude un stupéfiant défaut d'analyse qui conduit à cette ridicule « exception culturelle » française. L'Etat se bat dans le monde pour la diversité culturelle et, intérieurement, pour la mortifère uniformité. Comme si tout n'était pas lié. Bon sang, mais c'est bien sûr : qui oserait prétendre mettre sur un pied d'égalité la plus belle des langues de la planète et ses insupportables patois, n'est-ce pas ? Il n'empêche, les dits patois sont chaque jour plus en mesure de répondre « ma vieille France, je t'emmerde en attendant » et cela est grave pour tout le monde sans exception. Il est certains que, les français ayant dû renier leurs langues pour la langue dominante, ils ont pris de mauvaises habitudes et trouvent maintenant tout naturel d'abandonner le français pour... la langue dominante et ce n'est pas une loi, un article de Constitution qui y changeront grand chose. Mais cela aggrave la dichotomie Etat-nationale entre ceux qui sont prêts à parler l'anglais, généralement au nom de l'efficacité, ajoutés à ceux qui se réapproprient dans un esprit exclusiviste leur langue, en face de ceux qui ne veulent pas savoir et parlent haut et fort de république une et indivisible plus que jamais salvatrice de l'humanité. La particularité française est bien ainsi d'aborder l'Europe dans les plus mauvaises conditions possibles.

Ah, la Charte européenne !

On ne peut pas présenter la république une et indivisible comme un concept d'avenir : c'est un mythe qui ne correspond plus à aucune réalité. Ce n'est pas en admettant qu'il y a dans ce cadre effectivement beaucoup de choses qui ne vont pas, ce qui donnerait une bonne raison de l'améliorer, qu'on risque de progresser. Il n'y a pas non plus de risques du côté de la fuite en avant dans la mondialisation qui ignore la dignité humaine. Du fait de la mondialisation, précisément, l'Etat n'a plus de cohérence autre que son rôle obligé de « flic ». C'est par contre à partir de ces petits bouts de la lorgnette qu'on peut affirmer n'importe quoi. Par exemple qu'après tout, les langues minoritaires ne sont pas un problème, du moins au niveau individuel. En effet, personne ne vous interdit de parler votre patois chez vous, mais en public, s'il vous plaît, respectez la république, parlez le français. D'ailleurs, moi qui suis bon républicain monolingue, je ne vous comprendrais pas (serait-ce, mon ami, que vous craindriez de ne pouvoir me dénoncer aux autorités ? Ou bien que vous vous estimez supérieur à moi ?). Oui, comme si une langue, parce que minoritaire, devait automatiquement se plier à la stalinienne loi de la majorité. Comme si la répression linguistique à l'école avait été un songe : dans les années cinquante, il n'y avait plus de répression, mais quelle pression psychologique ! Et maintenant même, peut-on sans crainte affirmer qu'il n'y a pas discrimination ? Réflexion récemment entendue : « *Moi, je ne suis pas du tout contre le provençal, et même lorsque j'étais au lycée, j'ai suivi des cours de provençal : c'était d'ailleurs rigolo comme tout, on s'amusait bien !* » D'accord, le patois ça n'est pas sérieux, même pas politiquement correct. On entend de plus en plus exposer des scénarios catastrophes selon lesquels l'humanité en serait réduite bientôt à dépenser tout son temps et son argent à faire de l'interprétariat et des traductions de tout ce qui s'écrit, en quelques milliers de langues. L'exagération, l'outrance, proviennent toujours des deux extrêmes qui finalement n'existeraient pas l'un sans l'autre : ceux qui ne veulent pas savoir à priori et ceux qui ne veulent pas savoir non plus, exaspérés qu'ils sont par ceux d'en face. C'est malheureusement la base de tous les procès en mauvaises intentions. La république en danger campe sur le refus de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, qui serait constitutivement anticonstitutionnelle. Comme chacun le sait, la constitution est sacrée, intangible, sauf peut-être quand, dans l'intérêt du capitalisme européen, il faut rapidement l'adapter. Aussi modestement que ce soit, il faut pourtant faire observer que toutes les positions de repli sont historiquement perdues d'avance. Comme par exemple la tentative félibréenne de « maintenance » de la culture, des traditions provençales, et cela d'autant plus qu'une culture, des traditions, ça vit, ça évolue en faisant son profit de la différence, ou bien c'est mort. C'est d'ailleurs cela qui permet aux diverses cultures de coexister et de s'enrichir les unes les autres. Babel n'est une malédiction que dans un contexte d'intolérance.

Cachez cette région que je ne saurais voir...

La région c'est donc le passé, voire la réaction royaliste, la récupération fasciste, bref, c'est l'horreur. Mélange des plans et amalgames politiques plus que douteux qui trouvent en partie leur origine dans le repliement localiste engendré par l'amer sentiment de dépossession de soi, lequel résulte de la domination coloniale, de la mise en situation de « sous-citoyenneté ». Il y a de cela des exemples célèbres tels Mistral ou Maurras. A ce point du raisonnement, il faut introduire une autre notion qui naît de la pensée unique libérale. La globalisation économique, le mondialisme marchand, ne va pas sans une notion présentée comme universelle : la démocratie. Or, la démocratie telle que pratiquée aujourd'hui, est une extraordinaire machine de guerre idéologique qui enfonce les peuples dans le piège de la délégation de pouvoir. Votez pour moi, je m'occupe de tout, c'est à dire en fait de mes profits personnels et de me faire réélire la prochaine fois. A part cela, circulez, il n'y a rien à voir. Ces pratiques très au point, permettent même d'admettre une certaine dose de contestation (même si elle est radicale), à partir du moment où la loi des majorités et les trafics « légaux » (loi électorale) gommement inexorablement la différence. Ce n'est pas un système qui favorise la responsabilité et le contrôle citoyen, tout au contraire. D'autant qu'en France, le pouvoir est déjà plus éloigné du fait de sa concentration et ce n'est pas la pseudo-régionalisation qui y change quoi que ce soit. Il ne faut pas oublier que les régions reçoivent des budgets décidés par l'Etat et distribués au compte gouttes par les préfetures de régions, sortes de super-intendances. L'autonomie est ainsi plus que réduite. Par exemple, les régions sont chargées de l'entretien des lycées et il suffit donc que le ministre de l'Education décide unilatéralement de l'augmentation de leur charge sur ce chapitre pour qu'elles n'aient plus qu'un recours possible : l'augmentation du prélèvement fiscal, à moins de pouvoir glaner une hypothétique rallonge, au gré de leur couleur politique. Les régions sont souvent mal perçues dans l'opinion qui ne distingue pas toujours l'origine de l'erreur...

Et pourtant, les régions sont les espaces culturels les mieux adaptés à l'épanouissement citoyen. L'épanouissement culturel fait une société dynamique, ouverte, qui admet d'autant plus facilement la différence, intègre sans assimiler. A l'échelle des régions il doit être possible d'exercer une effective responsabilité citoyenne et non pas un pouvoir, avec un centre de décision rapproché. Les individualités se développent au sein d'une société solidaire, le « rendement » en est accru. Les tenants du centralisme rétorqueront que tout cela est entièrement faux, que le niveau local est le théâtre d'agissements maffieux de notables, dictateurs au petit pied, qui ruinaient la nation s'ils n'étaient pas contrôlés par l'Etat. C'est un parfait exercice de retournement de logique. Les notables locaux accèdent au Sénat par l'intermédiaire des Conseils généraux, accèdent à l'Assemblée nationale en cumulant les mandats, et une fois introduits dans la sphère d'influence du pouvoir central, là où se prennent les décisions, ne font plus grand cas de leur devoir de représentation, à part veiller à rester élus, ce qui explique bien des dysfonctionnements. Ainsi, même les « petits » élus locaux ne trouvent personne à qui parler de leurs problèmes non électoraux ; en voici une illustration intéressante touchant aux grandes pluies de l'automne 1999 dans la région de Narbonne. *« De grande crue en grosse crue, le scénario ici n'a jamais varié et, de mémoire de Salléois, on en connaît toute la trame. Que ce soit « Aude ou Cesse » qui déborde en premier, quand, à l'automne, les pluies méditerranéennes, conjuguées au Grec, le vent marin du nord-est, se font furieuses, la plaine des Crouzettes est bientôt noyée. Que le niveau monte et passe la digue, le long des jardins, le village prend l'eau. Qu'il monte encore et la catastrophe se dessine, immuable : les flots, parcourus de courants traversiers, attaquent la digue du canal de jonction, la brisent d'autant de « crevures », se jettent sur le bord opposé et se déversent à l'ouest pour aller buter sur le remblai de la petite voie ferrée qui relie Narbonne à Bize-Minervois. (...) 1891, 1930, 1940 et maintenant 1999 : mêmes causes et mêmes effets, jurent les vieux de Sallèles, et aujourd'hui, avec eux, quelques hydrogéologues émérites venus conforter les idées, désormais bien arrêtées du maire : plutôt que de les redresser, écrivons donc ces digues qui flanquent le canal et perchons la*

*voie ferrée sur un viaduc. Mieux vaut que l'eau passe plutôt qu'elle ne déferle d'avoir été vainement retenue. (...) Sallèles, Cuxac, Courson... Il n'est pas un village, dans ces basses plaines où l'Aude divague et charrie ses limons, qui ne sache que la prévention suppose concertation. Pas un, non plus, qui ne déplore ses insuffisances. A Sallèles, sous les platanes centenaires du canal de jonction, deux cent camions par jour continuent à déverser la terre. Claude Maraval, en bon maître d'école, a pris sa plume et écrit, très respectueusement, à M. le préfet, puis aux ministres des transports et de l'environnement. Hier, en ouvrant l'Indépendant, il a lu la réponse du directeur régional des voies navigables de France, auquel il n'avait rien demandé : « il n'y a pas d'étude fiable qui permette de dire que ces digues ne sont pas à la bonne cote ». Et Sallèles de regarder monter ses digues. Celles, gronde M. le maire, qu'une autre crue emportera. » C'est extrait d'un article de Dominique Pouchin dans *Le Monde* du 17 décembre 1999.*

Les régions seraient donc par vocation le lieu où le fascisme se fait jour, se normalise. Bien sûr, confrontés à leur impuissance absolue, les « citoyens » abandonnent, s'abstiennent, sauf ceux qui ont pris le parti d'une contestation à n'importe quel prix. Ceux-là n'ont aucun écho au niveau national (15% de voix pour le Fn. et aucun élu) et « se vengent » au niveau régional où le verrouillage est moins rigoureux parce qu'au fond, cela n'a pas encore semblé compter trop... Quel succès de la démocratie ! Inutile de préciser, du moins on l'espère, qu'il n'est pas question ici de justifier l'injustifiable. Autre travers : reconnaître des minorités c'est introduire l'inégalité (tiens, tiens... sur quel critère ?), c'est admettre le morcellement de la société et les affrontements. Il y a du vrai là dedans au sens où il est clair que mettre les gens en prison est un moyen efficace d'en faire des délinquants à vie. La balkanisation, c'est non pas la reconnaissance d'une multiculturalité mais bien le morcellement autoritaire sous l'emprise d'une domination. Les tenants de l'Etat de droit, qui prend la Corse pour la cour de récréation de ses menées maffieuses, devraient s'abstenir de donner des leçons.

Si on résume donc, la région souvent accusée de tous les maux dans le cadre du centralisme français, est en fait l'organisation idéale pour favoriser la responsabilité, la dignité, la dynamique sociale. Mais la région n'est pas concevable comme îlot esseulé dans un magma non défini. On entre bien sûr ici dans la sphère de l'utopie, mais l'utopie est notoirement utile à la vie et à la création. La taille de la région permet le contrôle responsable d'une représentation au niveau d'une fédération des régions. On peut ainsi, non pas instituer un invraisemblable brouhaha de « décision à la base », mais mettre en place une structure décisionnelle constituée de responsables choisis et révocables qui n'ont plus l'occasion d'exercer un pouvoir sans contrôle. Ce rassemblement est bien sûr une entité de civilisation, autant dire pour nous, l'Europe.

Certes, entre le noyau de base constitué de quelques individus qui se rencontrent quotidiennement et la région, il y a la commune, la communauté de communes, le pays conçu comme entité culturelle et noyau de dynamique sociale. Il y a donc un élargissement progressif du champ d'intervention citoyenne qui n'a rien à voir avec l'activité dirigée d'en haut - et quelquefois mise en concurrence à dessein - des instances du même nom qui existent aujourd'hui. La région est donc l'entité participative à échelle humaine. Les régions ont ainsi vocation à coopérer dans une Europe fédérale. C'est un fait qu'au delà d'une homogénéité de civilisation, les rapports entre ce que l'on appelle souvent différentes « régions du monde », posent des problèmes d'une autre nature, qui ont une autre structuration. Mais c'est vrai aussi que de telle « régions » ne devraient pas avoir entre elles les rapports trop souvent conflictuels qui prédominent dans les actuelles relations de pouvoirs. Ne serait-ce que parce qu'elles n'ont pas les mêmes raisons d'imposer leur mauvaise foi comme argument massue. Sur ce plan d'ailleurs (rien n'est jamais entièrement bon, rien n'est jamais entièrement mauvais) la mondialisation a du bon. L'exemple de ce qui s'est passé à Seattle début décembre 1999 est des plus encourageant. A partir de leurs préoccupations propres, des organisations non gouvernementales, des associations, des groupements d'intérêts professionnels, bref des entités non administratives, non officielles, utilisant les communications simplifiées (Internet) ont pu rapidement faire converger leur intérêts et se retrouver à Seattle pour

enrayer cette conférence de l'Organisation mondiale du commerce et du mépris des Hommes. C'est la même démarche qui pourrait prévaloir depuis de nombreuses années en Europe, sans qu'elle se fasse jour du fait du trop grand enfermement, notamment syndical, dans les Etats-nations auxquels on demande très volontiers de remédier à toute déficience, ce qui se comprend quand on ne dispose d'aucun moyen propre. Seattle, c'est la concrétisation réjouissante d'un grand danger pour la mondialisation. L'essentiel est que les tenants de l'ultra-libéralisme ne réussissent pas à « organiser », à syndicaliser, rigidifier et rendre inopérante cette contestation.

L'irruption des régions sur la scène politique ne tient absolument pas de la fiction. Depuis longtemps des régions riches, dynamiques, font directement à Bruxelles des trafics d'influences, des affaires. De même, il y a de plus en plus de régions voisines qui passent entre elles des accords transfrontaliers, il y a déjà une dynamique économique des régions. Le problème en l'occurrence est que ces pratiques « souterraines » favorisent les régions déjà riches au détriment de celles qui sont restées dépendantes, pauvres. La fameuse « banane bleue » qui relie Londres, Berlin, Francfort, Bâle, Milan, Turin par un couloir continu de richesse, de population, de dynamique, a forcément tendance à « pomper », à épuiser les régions alentour. L'arc méditerranéen tend à relier la Catalogne au Piémont en traversant le désert colonial occitan qui est perçu par les industriels catalans comme une sorte de « vase d'expansion » et se dessine une « euro-région » Catalogne-Midi Pyrénées. Pendant ce temps, Paris encaisse puis redistribue au compte-gouttes les fonds structurels fournis par l'Europe pour le développement de la Corse qui rêve en tissant les liens qu'elle peut avec les autres îles de la Méditerranée, Sardaigne, Sicile, Baléares. Le village d'Eyne, en Catalogne Nord, acculé à la ruine par la lourdeur administrative de la préfecture des Pyrénées Orientales, fait une adresse au Président de la république pendant que la Generalitat de Barcelone propose de prendre sa gestion en charge. La région Bretagne est attaquée en Conseil d'Etat pour avoir affecté une somme légalement trop importante à l'entretien d'un lycée, parce que c'est un établissement Diwan.

Nier la réalité conduit inexorablement à l'accroissement des inégalités, aux dysfonctionnements de plus en plus fréquents. Ceci montre clairement, en tout cas, qu'à parler de fédéralisme, ce n'est pas de fédération des dinosauriques Etats-nations qu'il est question. Certains hommes politiques « réalistes » sont favorables à la fédération des Etats, ce qui leur permet d'espérer évoluer vers une structure moins archaïque tout en maintenant en place l'exquise classe politique dont ils font partie, puisque cela signifie simplement fédération de pouvoirs. Jacques Delors par exemple, qui fut longtemps président de la Commission européenne, a parfaitement raison lorsqu'il dénonce l'actuelle fuite en avant des Etats, qui abandonnent chaque jour un peu plus de leurs prérogatives nationales au profit de l'Europe du libéralisme. C'est effectivement une duperie qui évite de poser les problèmes de fond et qui finira par se payer d'autant plus cher que le nombre des Etats adhérant à l'Union sera plus élevé. La solution qu'il préconise et qui, semble-t-il, est perçue comme si osée, consiste cependant bien à fédérer des pouvoirs et non pas des énergies.

Nécessité de l'utopie

Pour élaborer un projet ouvert sur l'avenir, il n'est manifestement pas besoin de parler de ce concept spongieux à la mode : l'identité. Simplement parce que l'identité est une affaire toute personnelle. Chacun a pour unique identité indiscutée son numéro Insee. Pour n'en point rester à ce niveau strict, disons que l'identité est aussi un sentiment personnel à la fois d'appartenance à une communauté culturelle et de singularisation. C'est là que se joue la personnalité. Dans ce cadre de singularité entre en priorité tout ce qui fait la revendication intime de dignité. Autre façon de dire que la culture dépréciée est source de réactions péremptoires ressenties comme identitaires et qui sapent l'harmonie sociale par l'occasion qu'elles procurent d'un enfermement particulariste préjudiciable à tous.

Sachant d'expérience la différence extraordinaire qu'il y a entre le comportement d'exécutants d'ordres venant d'ailleurs et le comportement d'acteurs responsables, il est difficile de ne pas insister sur ce point essentiel. Il irait peut-être sans dire, mais c'est plus prudent de préciser que, si la région dont il est question ici n'est pas un sous-échelon administratif d'un Etat, elle est encore moins si possible l'espace d'un folklorisme tutu-panpan, la cage dans laquelle on tenterait d'enfermer une nostalgie de temps révolus. La région dont il s'agit ici est au contraire un concept novateur, un moyen d'ouverture sur l'extérieur, d'enrichissement par la différence, un concept d'une modernité absolue et peut-être trop neuf pour la France. C'est somme toute une priorité conceptuelle qui demande une mobilisation résolue pour percer le mur de la pensée unique qui est en train d'étouffer l'Humanité. Tout cela dit dans un sincère esprit de modestie : pas question de proclamer que c'est la solution définitive des problèmes de l'Humanité, mais simplement que c'est ce qui apparaît le mieux adapté à la situation qui nous est faite aujourd'hui. En admettant qu'il est fort probable que des erreurs soient commises, que je peux donc me tromper et dois toujours me poser la question de la validité de ce que j'entreprends, à l'écoute de l'autre que je n'ai pas à tolérer mais à admettre tel qu'il est et tel qu'il peut m'enseigner en me faisant part de ce que j'ignore et qui doit nourrir ma réflexion. Nous sommes entrés de plein pied dans une époque dominée par l'évidence de la complexité, de la multiculturalité, du multilinguisme. Quand il fallait une journée pour faire trente kilomètres à pied, l'exécrable esprit de clocher pouvait s'épanouir, non pardonné mais explicable. Aujourd'hui, étranger, d'aussi près ou d'aussi loin que tu viennes, tu es le bienvenu reflet de ma personnalité et de mes insuffisances. Nous nous en sortirons ensemble hors de tout dogme, ou bien nous périrons ensemble. Le citoyen est une œuvre d'art, le fruit d'un travail de fond collectif. Parlons chacun notre langue sans honte, forgeons ensemble une Europe solidaire, non pas en faisant mine d'ignorer l'Europe administrative qu'on nous a imposée, mais en œuvrant à en faire la fédération de nos solidarités. Tant que vivra l'utopie, nous survivrons.

Jean-Claude Latil, décembre 1999